protos

tout commence avec l'eau

Le quartier Sibiribougou de Bamako relève le défi d'une gestion durable et performante du réseau d'approvisionnement en eau potable.

Depuis fin 2013, Protos au Mali a mis en place une approche de recherche - action afin de renforcer la durabilité et la pérennité du service publique d'approvisionnement en eau potable. Près de 3 ans plus tard, l'heure est au bilan de ce premier cycle, avec le cas de réussite du quartier de Sibiribougou à Bamako, qui a su le mieux s'approprier les différents appuis apportés par l'ONG Belge et relever le défi d'une maîtrise d'ouvrage pérenne.

La stratégie nationale de gestion de l'eau au Mali impose aux communes de **déléguer la gestion des ouvrages publics à des structures de gestion**, quelles soient associatives ou privées. La mise en place de telles structures déléguées est garante de la continuité de l'approvisionnement en eau potable pour les usagers. Cette structure déléguée de gestion est le lien précieux entre la population qui a chaque jour besoin d'eau et la commune qui est responsable du réseau. Son bon fonctionnement est la clé de la durabilité du service public d'approvisionnement en eau potable.

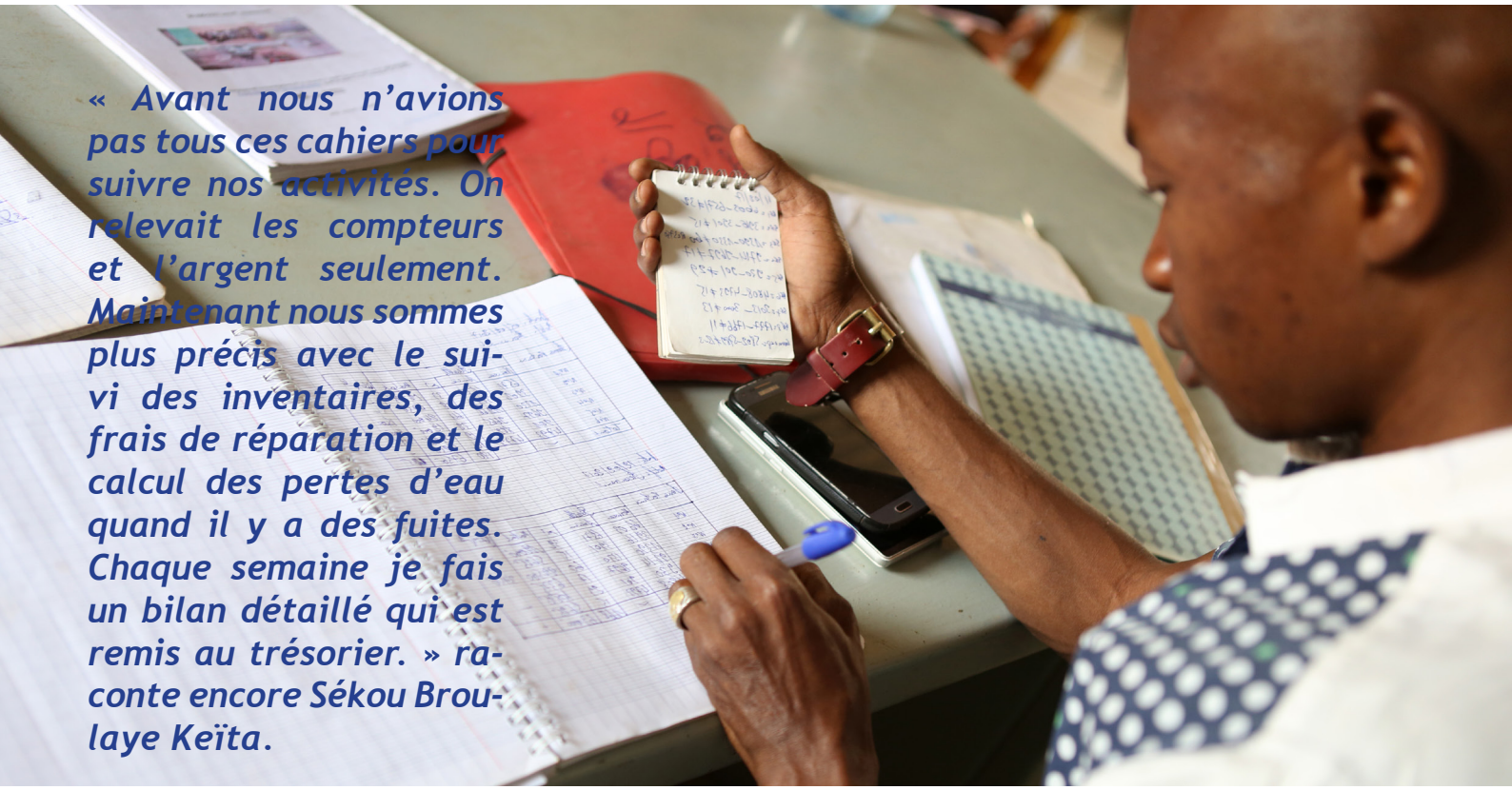
Fin 2013, l'ONG Protos et ses partenaires ont en ce sens initié une analyse du **processus de structuration de délégation** dans les Communes I et IV de Bamako. Celle-ci révèle la quasi inexistence de collaboration entre les communes et les structures déléguées de gestion, sans contrat ni suivi, avec un évident manque de transparence quant au réinvestissement des recettes de la vente de l'eau.
Sur la base de ces constats Protos, dans une dynamique de **recherche-action**, a alors proposé son appui pour le renforcement des capacités de ces structures déléguées avec notamment des **formations** en gestion technique et financière et la **mise à disposition d'outils** favorisant leur évolution vers une organisation efficace.
Cette structure déléguée ne pouvant fonctionner sans ses partenaires, Protos a également testé des trajets d'**accompagnement et de renforcement des acteurs communaux** - les élus et leurs services techniques dédiés au WASH - afin de **favoriser la synergie** avec la structure déléguée, en accompagnant, par exemple, la formalisation de la délégation à travers un **contrat** engageant les deux parties, ou encore avec la mise en place d'un **suivi-évaluation** au niveau des services techniques des mairies.

Sibiribougou est un quartier périphérique de la Commune IV de Bamako, qui compte environ 6.000 habitants. Du fait de sa position excentrée et de sa géologie, le quartier vit une difficulté d'accès à l'eau potable, qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Le quartier compte 13 points d'eau publics, dont l'Adduction d'Eau Sommaire (AES), qui avec une capacité 20 m³ et ses 8 bornes fontaines permettant de vendre env. 12 500 m³ d'eau par an (2015), est l'infrastructure la plus importante. Sur la base de 400 habitants par Borne Fontaine, on peut estimer à 3.200 habitants le nombre de personnes desservies par cette Adduction d'Eau.

L'Association d'Usagers d'Eau Potable (AUEP) qui gère l'AES de Sibiribougou fait partie des 20 structures déléguées renforcées et accompagnées par Protos. Celle-ci est le reflet de l'implication de la population avec plus de 200 adhérents à l'assemblée générale, tous préoccupés par la disponibilité de l'eau potable en continu pour leurs foyers. L'AUEP a été créée en 2005 et n'a signé un **contrat de délégation** avec la mairie de la Commune IV de Bamako qu'en 2013. Elle est constituée d'un **bureau exécutif** composé de 13 membres, dont 4 femmes occupant des postes stratégiques, qui veille au respect des directives de gestion de l'AES, ainsi que d'un **comité de gestion** responsable de la gestion quotidienne des 8 bornes fontaines gérées par l'association. Le comité de gestion compte 7 membres : 7 personnes toujours sur le terrain, en lien direct avec les fontainiers et à l'écoute des usagers afin de veiller au bon fonctionnement du réseau d'approvisionnement en eau. Leur mission consiste à faire le relevé des compteurs d'eau, encaisser les recettes de la vente d'eau, tenir les comptes, coordonner les plombiers en charge des réparations sur le réseau des 8 bornes fontaines, et faire un compte rendu d'activité hebdomadaire de la réalité du terrain au bureau exécutif de l'association.

« Nous sommes les yeux et les oreilles de l'AUEP. S'il y a le moindre problème, les fontainiers viennent nous voir directement » explique Sékou Broulaye Keïta, recouvreur du comité de gestion de l'association.

Ce **dispositif de suivi et de contrôle** fonctionne aujourd'hui très bien grâce à la **création d'outils dédiés** : les cahiers de fontainiers pour chaque borne fontaine, les cahiers de recouvreur qui regroupent le suivi des 8 bornes fontaines, le cahier de suivi de pompage qui permet de mesurer les pertes sur le réseau de distribution, ou encore le livre de banque qui contient toutes les entrées et sorties monétaires.



« Avant nous n'avions pas tous ces cahiers pour suivre nos activités. On relevait les compteurs et l'argent seulement. Maintenant nous sommes plus précis avec le suivi des inventaires, des frais de réparation et le calcul des pertes d'eau quand il y a des fuites. Chaque semaine je fais un bilan détaillé qui est remis au trésorier. » raconte encore Sékou Broulaye Keïta.

Tous ces outils mis en place à travers le dispositif de **renforcement de capacités** proposé par Protos ont permis la totale transparence financière de l'association. Grâce à une gestion irréprochable, l'AUEP a pu **réaliser des investissements importants pour développer le réseau** de distribution d'eau potable du quartier de 2014 à 2016, avec l'installation de 3 bornes fontaines en plus des 5 déjà existantes. 2 ont été financées sur fonds propre et la troisième a été partiellement subventionnée par Protos.

L'AUEP a également le mérite d'une **gestion technique maîtrisée**. Malgré le faible débit des forages qui alimentent le réseau de Sibiribougou, l'approvisionnement en eau potable est fonctionnel depuis 2005. Les outils de gestion correctement tenus et le suivi des inventaires et des réparations permettent une grande réactivité au comité de gestion face aux pannes éventuelles par exemple. La **durée des pannes** est en effet seulement d'une journée pour les pompes et d'une heure pour les têtes de robinets. Deux plombiers membres de l'AUEP, formés par Protos et la Direction Régionale de l'Hydraulique assurent l'entretien du réseau et les réparations élémentaires.

La systématisation des procès verbaux, les réunions régulières entre le bureau et le comité de gestion, les bilans administratifs et financiers présentés annuellement à l'assemblée générale sont les conséquences de la **pression de la population** du quartier, exigeant transparence et résultats. Il est clair que la motivation des membres de l'AUEP soutenus par leurs adhérents et les usagers est le principal levier de la bonne gestion du réseau d'ouvrages hydrauliques de Sibiribougou, d'autant plus que tous sont **bénévoles**, fontainiers compris.

Ce système de **veille citoyenne** à travers laquelle les usagers du quartier ont un regard exigeant sur le bon fonctionnement de la structure de gestion, réclament et défendent leurs droits, est un modèle à reproduire pour insuffler l'implication de ses membres.

Le bon fonctionnement de l'approvisionnement en eau potable est bien garanti par une structure déléguée compétente et rigoureuse, mais pas seulement. Le deuxième ingrédient de la réussite est la collaboration étroite avec les équipes communales, et dans l'idéal avec le service technique dédié à l'approvisionnement en eau. C'est le cas du Comité de Pilotage des Déchets Urbains et de l'Approvisionnement en Eau, COPIDUC-AEP, de la mairie de la Commune IV du District de Bamako. Ce Comité communal a pour mission de faire un suivi-évaluation externe de la gestion des ouvrages, ce qui comprend le relevé des compteurs et le calcul de la redevance due à la mairie. Cette plateforme a également un important rôle d'appui et de conseil auprès du comité de gestion de l'association avec lequel il collabore quotidiennement sur le terrain. Voir autour des bornes fontaines les agents de la mairie travaillant main dans la main avec l'AUEP est un signe rassurant pour la population de Sibiribougou. COPIDUC-AEP est une instance essentielle pour le partenariat entre la structure déléguée de gestion et la mairie, qui pourrait inspirer d'autres Communes de Bamako, où un tel service n'existe pas encore.

De gauche à droite : Awa Traoré, assistante technique PROTOS / Daouda Sidibé, président de l'AUEP Sékou Broulaye Keïta, recouvreur AUEP / Lamine Sangaré, commissaire aux comptes AUEP / Mme Keïta Awa Sissoko, fontainière / Bakary Diallo, coordinateur COPIDUC-AEP

Un partenariat dynamique entre ces 2 acteurs : structure déléguée de gestion et mairie est l'une des conditions à la bonne gestion des ouvrages. Si l'un d'entre eux manque d'implication, cela pourrait être un important point de blocage. Il apparaît donc nécessaire d'encourager la création de plateformes techniques telles que COPIDUC-AEP dans les communes ou aucune instance semblable n'existe, ce afin de pérenniser la collaboration entre la mairie et la structure déléguée de gestion. Comme point focal technique auprès des gestionnaires d'un côté, des maires et élus chargés du WASH de l'autre côté, la plateforme est devenue un acteur incontournable dans la **pérennisation de la gestion des points d'eau** de Sibiribougou.

Dans sa mission de facilitation du partenariat dans la gestion des points d'eau, la mairie a également le devoir de **stopper les pratiques de ventes illégales d'eau** qui provoque une forme d'anarchie dans l'offre d'eau potable. La Commune IV de Bamako n'a pour le moment pas recensé ces vendeurs illégaux dans ses quartiers, Sibiribougou y compris. Stopper ce marché informel renforcerait le développement du réseau d'ouvrages et le paiement légitime de la redevance à la commune.

L'AUEP de Sibiribougou était parmi les premières structures à **signer un contrat de gestion déléguée** avec la Commune. Il est néanmoins nécessaire de signaler que la contractualisation a surtout été un succès parmi les gestionnaires d'ouvrages appuyés par Protos. Plusieurs gestionnaires d'ouvrage financés par d'autres bailleurs ont refusé de contractualiser avec leur commune pour éviter toute forme de contrôle. Se pose alors la question d'un éventuel **plaidoyer pour la formalisation de la collaboration entre mairies et structures de gestion**.

Les rapports techniques et financiers sont réguliers et rigoureux, ils garantissent la transparence de la gestion. Cela permet de renforcer la **reddition des comptes** et, par conséquent, la **confiance réciproque** entre les gestionnaires, la commune et les usagers. L'appui fourni par Protos et ses partenaires à ce niveau a certes eu des effets positifs, mais il a besoin d'être consolidé. Par exemple, les résultats du suivi-évaluation réalisé par le COPIDUC-AEP de la Commune IV de Bamako ne sont à ce jour jamais présentés au niveau du quartier, bien que ceux-ci soient transmis à l'AUEP.

Il faut également considérer que l'AUEP de Sibiribougou a une particularité notable en étant présidée par M. Daouda Sidibé, ancien agent de la Direction Régionale de l'Hydraulique de Bamako. Ce personnage charismatique est une tête de file experte en la matière qui joue un rôle de leader auprès des membres de l'association et de la population de Sibiribougou en général.

« Maintenant que je suis retraité mon rôle est de transmettre ce que je sais et de me mettre à contribution pour les habitants de mon quartier. Tous ces jeunes du comité de gestion travaillent bénévolement mais ils apprennent beaucoup et vite. L'AUEP les a sorti de l'errance d'une certaine manière. Ca les empêche de devenir mauvais. Avec nous ici, ils sont en formation et un jour, ils trouveront un travail. »

Toutes les AUEP ne bénéficient évidemment pas d'un tel atout, et le bénévolat des membres des structures de gestion peut alors rapidement devenir un point de blocage et réduire considérablement leur implication. Il faudrait alors réfléchir à un **système de rémunération** des membres des comités de gestion et des fontainiers.

L'expérience de l'AUEP de Sibiribougou est très encourageante et source d'inspiration : elle montre que la délégation de gestion à une structure communautaire est une solution valable, pourvu qu'elle soit accompagnée dans sa professionnalisation et suivie par un service technique communal compétent. L'expérience a également révélé de nouveaux défis, par exemple en termes de contractualisation de l'ensemble des structures de gestion, ou de mise en place de financement pérenne des mécanismes de suivi et de reddition des comptes. Défis auxquels Protos et ses partenaires vont chercher des solutions dans un prochain cycle de recherche-action.

Pour en savoir plus : info.mali@protos.ong

Article écrit par Marion Bargès - Looping Production, sur la base d'un rapport réalisé par Garba Kébé et Youba Konaté
Photographies : © Marion Bargès - Looping Production